

À peine quelques mois après que les fabricants de médicaments de marque aient promis aux Canadiens de créer des emplois si on étendait la période de protection conférée par les brevets, l'un des géants de l'industrie pharmaceutique, Wyeth-Ayerst a fermé hier ses laboratoires à Windsor, éliminant ainsi 219 emplois.

Or, nous avons découvert que le ministère de l'Industrie avait accordé à ce véritable empire 4 millions de dollars pour ses opérations au Canada. Le ministre va-t-il insister auprès de cette compagnie pour qu'elle rembourse cet argent étant donné qu'elle a manqué à sa promesse envers les Canadiens et qu'à cause d'elle, des employés qui travaillaient depuis longtemps pour cette compagnie, se retrouvent aujourd'hui sans travail dans une ville où il est difficile de trouver un emploi en 1993.

L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, je sais que ce n'est pas délibéré de la part de mon collègue, mais il a omis de dire que Wyeth avait fusionné avec Ayerst, McKenna et Harrison à la suite d'une fusion mondiale. Les opérations de toutes ces compagnies regroupées seront concentrées à Montréal, dans les laboratoires de la compagnie Ayerst, qui sont plus spacieux.

Le député ne veut assurément pas laisser à la Chambre l'impression que Wyeth s'est tout simplement retirée du Canada. En fait, elle regroupe ses opérations sous un même toit à Montréal, ce qui va créer un grand nombre d'emplois dans cette ville.

M. Howard McCurdy (Windsor—Sainte-Claire): Monsieur le Président, ma question s'adresse au même ministre.

Au cours du débat sur le projet de loi C-91, le ministre de la Consommation et des Affaires commerciales a déclaré que la mesure stimulerait la création d'emplois, attirerait de nouveaux investissements en R-D et ouvrirait de nouveaux débouchés extérieurs. Je ne crois pas qu'il ait dit que ces retombées seraient à Montréal. Des employés de la société Wyeth ont écrit à mon bureau pour exprimer leur appui au projet de loi C-91.

Ma question est la suivante: Le ministre blâmerait-il ces travailleurs, qui ont aujourd'hui perdu leur emploi, de considérer les promesses de la société Wyeth, de l'ACIM et du gouvernement comme étant des mensonges, de satanés mensonges, ou alors avez-vous des solutions pour ces gens qui viennent de perdre leur emploi à Windsor? Ils se moquent bien du nombre d'emplois qui sont créés à Montréal.

• (1455)

Des voix: Oh, oh!

M. Domm: Le NPD n'est pas à Montréal.

Questions orales

M. Della Noca: C'est une bonne façon de faire élire des conservateurs à Montréal.

Une voix: Il n'y a pas de gouvernement socialiste à Montréal.

L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, je me contenterai de faire remarquer au député qui, je l'espère, regrette l'observation qu'il vient de faire, que Montréal fait partie du Canada et que les activités sont regroupées au Canada.

Des emplois ont été créés dans une région du pays et il est effectivement regrettable que des emplois aient été perdus à Windsor. Je rappelle au député que Ford a fait un investissement de un milliard de dollars à Windsor et que Chrysler en a fait un de 450 millions de dollars dans la région de Windsor. Ces investissements favorisent l'économie de Windsor.

J'ai un dernier commentaire à faire au député. En laissant entendre que les mesures prises par ces deux sociétés ont quelque chose à voir avec le projet de loi C-91, lui et ses collègues se trompent totalement. Cela n'a absolument rien à voir avec le projet de loi C-91.

* * *

L'AIDE INTERNATIONALE

Mme Christine Stewart (Northumberland): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances.

Depuis 1989, le gouvernement a amputé de 4,5 milliards de dollars ses budgets consacrés à l'aide internationale. Sans parler des répercussions dévastatrices que ces compressions budgétaires ont eues sur les habitants les plus pauvres de la planète, elles ont frappé plus particulièrement un groupe au Canada, celui des organismes non gouvernementaux.

Voici trois ans que les représentants de ce groupe cherchent à rencontrer le ministre pour discuter de ces compressions budgétaires. Pourquoi le ministre ne les a-t-il pas rencontrés? Discutera-t-il maintenant avec eux avant de présenter son budget en avril?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, je suis engagé dans des consultations prébudgétaires depuis deux ou trois semaines.

J'ai tenu sept réunions d'un bout à l'autre du pays et un certain nombre de rencontres bilatérales. Notre comité reçoit habituellement une quinzaine de groupes. Celui dont parle la députée y serait certainement bienvenu. J'en rencontrerai les représentants quand l'occasion se présentera. Ils doivent évidemment rencontrer le ministre responsable.